

Mémoire sur l'avenir de l'agriculture au Québec

La culture de l'énergie

Déposé à la CAAAQ

par

Eric Camirand, B. Eng.

Président, Electrigaz Technologies Inc.

6 Février 2007

Introduction

Si on me demande « Quel est l'avenir de l'agriculture ? » je réponds instinctivement : « Nourrir l'humanité ». L'agriculture n'est pas une industrie de commodité facultative, elle est l'essence même de notre présence sur terre, l'énergie qui nous alimente.

Sur une planète où la population augmente rapidement, il est évident que nous nécessiterons toujours plus de nourriture et d'eau. Aujourd'hui, pour produire et distribuer ces denrées nous avons recours à des quantités importantes d'énergie.

Les destins de l'agriculture et de l'énergie sont donc indissociables.

Alors à la question « Quel est l'avenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire au Québec ? » je réponds : « Croyez-vous que la globalisation survivra à un accroissement important du prix du pétrole ? » et « Croyez-vous au besoin d'assurer notre souveraineté alimentaire ? »

Globalisation de l'agriculture

On impute à la globalisation, avec raison, bien des maux de l'agriculture au Québec.

Contraints par les banques, les industries pétrochimiques et pharmaceutiques, les syndicats et les normes environnementales, il est difficile pour nos producteurs de rivaliser avec une main d'œuvre bon marché produisant de manière non durable dans des cadres réglementaires inexistantes.

Par contre, les producteurs agricoles d'Asie et d'Amérique Latine devront tôt ou tard payer le prix d'une exploitation à outrance. Ils seront rapidement contraint d'utiliser, comme en Europe et en Amérique du Nord des produits pétrochimiques et pharmaceutiques (fertilisants, pesticides, OGM) pour maintenir des rendements compétitifs.

Le prix croissant du pétrole devient alors un facteur aggravant de la viabilité de la globalisation à long terme.

Il serait donc prudent d'investir pour développer une agriculture spécialisée qui s'éloigne le plus possible de sa dépendance envers le pétrole et ses dérivés.

Souveraineté alimentaire

Nous n'avons connu aucune guerre et aucune famine au Québec. Nous sommes aussi un exportateur net de denrées agricoles. C'est peut être ce qui explique l'absence d'un débat sur la souveraineté alimentaire.

En Europe, l'agriculture est subventionnée massivement, en partie à cause du principe de souveraineté alimentaire.

Il serait important que l'on fasse ce débat afin de déterminer si nous sommes prêts à établir des politiques fermes pour assurer notre souveraineté alimentaire.

Assurer l'avenir

En admettant qu'il existe des risques inhérents à participer et à dépendre de la globalisation, nous avons le devoir moral d'investir massivement pour trouver des solutions durables et assurer une pérennité de l'agriculture au Québec.

Nous nous devons de mettre en place et/ou de maintenir des mesures protectionnistes et des programmes de soutien à l'agriculture et au développement de la transformation agro-alimentaire.

La filière énergétique offre également une nouvelle méthode discrète et efficace pour soutenir une agriculture durable.

Énergisons l'agriculture

La ferme produit l'énergie (nourriture) indispensable à la survie de l'homme. Il est donc naturel de percevoir la ferme comme un producteur indépendant d'énergie.

Toutes activités agricoles ou agro-alimentaires produisent des déchets organiques, qui s'avèrent être des ressources pour la filière énergétique agricole.

La bio méthanisation, la gazification, la pyrolyse, la fermentation sont autant de technologies de transformation énergétique qui permettent la valorisation des « déchets » agricole afin d'augmenter l'efficacité totale de l'entreprise agricole et diminuer son impact environnemental.

Nous avons beaucoup à gagner à établir des programmes responsables de soutien au développement de la filière énergétique en agriculture.

Sainte-Trinité durable

Lorsqu'on parle de filière énergétique agricole on se frotte à la Sainte-Trinité:

- Le ministère des ressources naturelles est en charge des approvisionnements en énergie et a le pouvoir de décréter qu'Hydro-Québec achète certaines énergies alternatives (ex. appel d'offre de 3 000 MW d'éolien).
- Le ministère de l'agriculture encadre évidemment les pratiques agricoles.
- Le ministère du développement durable (environnement) s'occupe de la qualité de l'air, de l'eau et des émissions de gaz à effet de serre.

Afin de développer une filiale énergétique agricole durable qui pourrait soutenir l'agriculture au Québec, ces trois ministères doivent travailler ensemble. Or, ils ne le font pratiquement jamais.

Des politiques d'énergie renouvelable du ministère des ressources naturelles qui plaisent au ministère de l'environnement peuvent être néfastes sur une partie des entreprises agricoles.

Exemple, la politique de bio-carburant (éthanol) dans l'essence aux États-Unis a fait grimper le prix du maïs, ce qui aura un impact négatif important sur les producteurs de viande et les transformateurs de farine de maïs (tortillas). On peut donc voir que les programmes doivent être développés en symbiose avec les ministères impliqués et ce dans un optique de développement durable.

Aujourd'hui en Allemagne il existe plus de 3 500 digesteurs anaérobiques de ferme qui produisent, 24 heures sur 24, plus de 1 200 MW d'électricité verte et renouvelable. Cette industrie fait travailler plus de 8 000 personnes en milieu rural et génère des millions d'euros en revenus pour les agriculteurs. Cette industrie est issue d'une simple politique de rachat d'électricité à un prix avantageux.

Proposition

Je propose donc que le ministre de l'agriculture prenne l'initiative de former une table de concertation en coopération avec le ministère des ressources naturelles et du développement durable afin de développer des programmes de développement de la filière énergétique agricole et ainsi assurer une pérennité de l'agriculture au Québec.

Je propose aussi que le gouvernement impose à Hydro Québec le mandat de développer des filières d'énergies renouvelables autres que l'hydro-électricité afin d'assurer notre approvisionnement et un maximum de retombés économiques en milieu rural.

Conclusion

Nous vivons dans un monde où les incertitudes vis-à-vis l'environnement et l'énergie sont omniprésentes. Par principe de précaution, nous nous devons de faire tout ce qui est en notre mesure pour ne pas hypothéquer l'avenir de nos enfants.

Il faudrait prendre le temps de débattre dans la communauté des bases fondamentales sur lesquelles une vision globale de l'agriculture pourrait être formulée. En ce sens cette commission fait un travail exemplaire.

Dès lors, il sera plus facile de bâtir des programmes de développement d'énergie agricole qui épouse cette vision et qui apportent un réel coup de main aux producteurs qui en ont grandement besoin.

Merci de votre attention,



Eric Camirand
Président
Electrigaz Technologies Inc.